

Retrait de la loi sécurité globale !

Depuis le début du quinquennat, le gouvernement poursuit une dérive autoritaire dans la gestion de la crise sanitaire comme dans le maintien de l'ordre et le fonctionnement des institutions. Alors même qu'il a fait la preuve de son incapacité à prendre les mesures aptes à protéger la population, le gouvernement instrumentalise l'épidémie pour instaurer des restrictions aux libertés. Les lois d'urgence se succèdent et, de fait, le fonctionnement « normal » de la République est mis entre parenthèses. **Alerte !** Le Ministère de l'intérieur a publié le 4 décembre trois nouveaux décrets autorisant le fichage des individus selon leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses en surveillant les réseaux sociaux !

Alors que la proposition de loi « sécurité globale » a été dénoncée par l'ONU, par la Cour européenne des droits de l'homme, par la défenseure des droits, les rapporteurs de l'ONU la jugeant « incompatible avec le droit international des droits de l'homme », le gouvernement s'acharne à faire passer la loi « Sécurité globale ». Pourquoi cet entêtement si ce n'est pour réprimer les mouvements sociaux, pour faire taire toutes les dissidences et toutes les contestations ? C'est pour imposer de plus en plus brutalement sa politique de destruction des droits sociaux et renforcer ses attaques contre le monde du travail, la jeunesse et les retraités... **La loi Sécurité Globale vise notamment à liquider la liberté d'expression en général, la liberté de la presse et le droit de manifester en particulier :**

- en dérégulant l'utilisation des caméras mobiles portées par les forces de l'ordre (art. 21),
- en légalisant la surveillance par drones (art. 22),
- en empêchant de filmer les répressions policières (art. 24).

Dans la continuité des rassemblements et manifestations du 28 novembre et du 5 décembre, nous décidons de ne rien lâcher et d'appeler à un nouveau rassemblement samedi 12 décembre. Nous exigeons le retrait du projet de loi de sécurité globale et l'arrêt de toutes les lois et décrets liberticides. C'est pourquoi nous appelons à nous rassembler

Samedi 12 décembre à Toulon à 10 h Place du Théâtre

Le rassemblement sera suivi d'une conférence de presse publique

Signataires :

- ▶ FSU, Solidaires
- ▶ EELV, Génération.s, LFI, NPA, POI
- ▶ Assemblée populaire et thématique du dimanche, Assemblée populaire et citoyenne du grand Toulon, Attac, CAL83, Collectif motards 83, Comité de Résistance et de Reconquête du Var, Gilets jaunes de Bandol, LDH